

Préface à la réédition de *La Gestion des risques*

L'écriture de *La Gestion des risques* parue en 1981 correspond à la fin d'une période d'une douzaine d'années que j'avais consacrée à l'analyse des transformations des pratiques de la psychiatrie, de la médecine mentale et de la psychanalyse. Je tentais à la fois d'en synthétiser les principales lignes directrices et de dessiner les orientations qu'elles me paraissaient susceptibles de prendre à l'avenir. Il m'a semblé que, de la naissance de l'asile au début du XIX^e siècle au développement d'une culture psychologique généralisée dans les années soixante-dix, deux glissements principaux s'étaient opérés. D'une part, la notion de risque était en voie de prendre le pas sur celle de dangerosité pour appréhender et gérer les catégories de la population qui posent problème. D'autre part, l'individu envisagé dans sa dimension proprement psychologique avait commencé à s'installer comme le centre de gravité de la vie sociale. Je faisais l'hypothèse que la gestion des populations à risques et l'activation des capacités de l'individu pourraient constituer des principes directeurs du nouveau mode de gouvernementalité néolibéral qui se mettait alors en place. Dans quelle mesure cette double hypothèse s'est-elle vérifiée ? Il me semble qu'elle s'est effectivement vérifiée et même au-delà de ce que l'on pouvait anticiper à l'époque.

1. DE LA DANGÉROSITÉ AUX RISQUES.

Le système asilaire qui se met en place au début du XIX^e siècle s'est construit à partir d'une représentation du « fou » comme un être à la fois irresponsable et dangereux. Porteur de lourdes menaces, il doit être neutralisé mais, irresponsable, il ne peut être puni. « L'isolement thérapeutique », c'est-à-dire l'internement obligatoire, permet de dépasser cette contradiction. Invention des premiers aliénistes, il est censé concilier l'intérêt du fou qui devient un malade pouvant être soigné dans un établisse-

ment thérapeutique, et l'intérêt de la société qui assure ainsi sa sécurité. De fait le système asilaire construit sur ces bases fera preuve d'une vitalité assez extraordinaire. Il domine encore largement la psychiatrie publique en France et dans l'ensemble des pays développés jusqu'aux années soixante au moins.

Pourtant ce mode de gestion de la dangerosité comporte de graves lacunes. D'une part, sa valeur préventive est très faible, voire nulle. Il faut attendre pour intervenir qu'un malade ait révélé clairement sa dangerosité par ses symptômes ou soit passé à l'acte. C'est souvent trop tard. D'autre part, un tel dispositif est lourd, coûteux, et son implantation nécessairement très restreinte. Il n'y a jamais eu beaucoup plus de 100 000 malades pris en charge dans les hôpitaux psychiatriques français. Ces limites de l'internement deviennent de plus en plus évidentes au fur et à mesure que le développement de la science médicale démultiplie les formes de pathologie et d'anormalité qui, pour être moins visibles que la folie délirante, peuvent être aussi ou plus dangereuses. Ainsi, dès le milieu du XIX^e siècle, certains psychiatres tels B. Morel, le découvreur de la dégénérescence, sont conscients du fait qu'il faudrait pouvoir *anticiper la possibilité* que survienne un passage à l'acte pathologique. Morel préconise ainsi « un point de vue hygiénique et prophylactique » qui consisterait à surveiller certaines catégories de la population (en particulier les catégories populaires) pour détecter à l'avance des menaces qu'elles sont susceptibles de porter¹. Mais Morel ne peut pas tirer parti de son intuition car il ne dispose pas de technologies adéquates pour l'opérationnaliser. Il en est réduit à en appeler, en vain, au préfet de son établissement d'exercice pour l'aider à « pénétrer dans l'intérieur des familles ».

Tout peut changer si on raisonne en termes de *populations à risques*. Un risque ne suppose pas l'existence d'un danger précis porté par un individu présent en chair et en os. Il résulte de la mise en relations de données abstraites, ou *facteurs de risques*, qui rendent plus ou moins *probable* l'avènement d'un comportement indésirable. Grâce aux ressources de l'informatique on peut ainsi construire des *profils* de populations par la mise en relation de données hétérogènes. L'association de certains de ces facteurs déclenche un *signalement automatique* qui peut éventuellement susciter une intervention en direction de l'indi-

1. B. Morel, *Le No-restreint*, Paris, 1851.

vidu ou du groupe ainsi détecté. On peut ainsi vérifier ou infirmer la présence réelle d'un danger à partir d'une combinatoire *probabilitaire et abstraite* de facteurs de risques.

Il y a là le principe d'un renouvellement complet de la problématique de la surveillance qui ouvre la possibilité de son extension quasi infinie. La surveillance classique supposait toujours la coprésence de l'observateur et de l'observé. Même lorsqu'elle s'exerce sous une forme collective comme dans les hôpitaux ou les prisons (modèle du panopticon), elle exige que les reclus soient placés sous le regard du contrôleur. Maintenant, au nom de la prévention, on peut surveiller et donc détecter à distance, à l'avance et en dehors de la présence physique des suspects. En même temps s'opère une transformation des modalités d'intervention sur autrui d'une portée décisive. Ses formes classiques reposaient elles aussi sur une relation directe entre l'intervenant et le sujet de son intervention, par exemple entre le médecin et le malade, l'assistance sociale et les usagers de son service, ou entre le policier et le délinquant qu'il veut arrêter. Désormais, l'intervention peut être déclenchée sans que son objet, ou son sujet, ait jamais été ni vu ni connu. Il faut et il suffit qu'existent des corrélations statistiques, des banques de données élaborées par des experts, des techniciens, des administrateurs qui construisent des profils sur leur ordinateur complètement déconnectés des réalités du « terrain ».

En 1981, les technologies informatiques étaient encore balbutiantes. Les facteurs de risques à détecter paraissaient circonscrits (mais c'était peut-être ignorance de ma part) à certains champs limités de la vie sociale comme le secteur sanitaire et social ou celui de la délinquance. Depuis ce mode d'approche a pris une extension qui pourrait donner le vertige. Tout ou presque peut être facteur de risque, surtout à partir du moment où l'on pose l'exigence d'une société entièrement sécurisée dans laquelle tous les aléas et toutes les menaces que peut porter l'avenir devraient être contrôlés ou extirpés. Nous vivons comme assiégés par des risques de toutes sortes, et nous sommes en même temps de plus en plus entourés par une sorte de toile virtuelle sur laquelle sont inscrites une foule d'informations sur les facteurs susceptibles de produire du danger dans l'ordre sanitaire, écologique, politique ou économique, dans un cadre local, national ou international et qui vont des risques alimen-

taires au terrorisme en passant par la délinquance des jeunes ou la présence d'immigrés. Nous sommes entrés dans une « société du risque » pour reprendre le titre de l'ouvrage d'Ulrich Beck paru en 1986 dont le succès illustre bien l'attitude paradoxale de nos contemporains dans laquelle la peur panique des risques se conjugue avec un désir éperdu de sécurité. C'est le terreau de toutes les dérives sécuritaires.

Ce n'est sans doute pas une raison suffisante pour devenir paranoïaque et brandir le sceptre de *Minority Report*. La chasse aux risques peut avoir des effets extrêmement positifs, ainsi la médecine moderne est en train de devenir de plus en plus une médecine préventive grâce à ces stocks d'informations recueillies bien avant le déclenchement d'une maladie. Force est pourtant de constater qu'il y a là un mode de gestion des populations pour le moins ambigu. Il consiste à cibler des individus ou des groupes devant relever d'une intervention spéciale à partir de la construction d'une combinatoire de données dont il faudrait au moins se demander qui les construit, où, comment, et dans quel but.

2. GOUVERNER PAR LA PSYCHOLOGIE.

Les années soixante et surtout soixante-dix m'ont paru marquées par une autre innovation décisive, bien qu'à peine perceptible, dans un premier temps. Ces années se sont caractérisées par une diffusion intense de la culture psychologique. La psychanalyse et ses dérivés conquièrent l'édition et les médias de l'époque, le nombre des clients de la psychothérapie se multiplie, des spécialistes des savoirs psychologiques interviennent de plus en plus dans différentes institutions, l'école, les services sociaux, la justice et même l'entreprise et l'armée. Mais il ne suffit pas de voir dans cette montée en puissance de la référence au psychologique une simple progression d'ordre quantitatif. Il n'y a pas seulement « de plus en plus » de psychologie dans « de plus en plus » d'endroits. Parallèlement se dessinait une mutation de la fonction de la psychologie dont j'ai essayé de rendre compte.

En parlant d'une « nouvelle culture psychologique » je visais l'émergence de nouvelles pratiques à travers lesquelles *la psychologie se prend elle-même pour objet et pour fin*. S'inaugurerait

ainsi une nouvelle modalité du travail psychologique qui vise l'intensification des capacités du sujet. Dans cette perspective, chaque individu possède un « potentiel » qui lui est propre et qu'il faut maximiser par des techniques psychologiques. C'est un travail sur la normalité elle-même que traduit dans son ambiguïté la riche expression de « thérapie pour les normaux ». Il ne s'agit plus de guérir une maladie, de réparer un dysfonctionnement ou de remédier à une déficience, mais de travailler sur le capital personnel et relationnel de chacun pour l'intensifier et le rendre plus performant.

Ce n'est pas du subjectivisme ou du narcissisme. Cette culture psychologique est une culture relationnelle qui se nourrit d'échanges et d'interactions. Mais cette socialité est réduite à l'ensemble des relations que nouent les individus entre eux. J'ai proposé d'appeler « a-sociale-sociabilité » en détournant une formule d'Emmanuel Kant cette forme d'existence entièrement saturée par les valeurs, les concepts et les techniques de la psychologie. La société au sens sociologique ou politique du mot existe bien quelque part. Mais l'acteur social n'y a pas accès, ou se conduit comme s'il n'y avait pas accès. Il tend alors à faire de l'installation dans le psychologique l'accomplissement de son existence en tant qu'être social. Le psychologique fonctionne dès lors comme un *analogon du social* et il occupe le poste de commandement pour rendre compte de la réalité sociale : ce sont les grilles de lecture psychologiques qui interprètent cette réalité et les techniques de la psychologie deviennent les instruments pour la transformer.

Tout au début des années quatre-vingt ce registre d'existence à travers lequel le psychologique s'autonomise avait encore une présence très marginale dans la société française. Il se développait surtout dans le cadre de ces groupes baptisés « mouvement du potentiel humain » ou « psychologie humaniste » qui fleurissaient dans les années soixante-dix au confluent des aspirations de la contre-culture et de la déception politique éprouvée par une partie de la jeunesse dans les années post-1968. Mais il a pris progressivement de la consistance. Dans les années suivantes, des ouvrages comme *L'Ère du vide* de Gilles Lipovetsky (1983) ou *L'Individu incertain* d'Alain Ehrenberg (1995) montrent déjà que cette thématique de l'investissement dans le psychologique est devenue un phénomène de société de large

ampleur. En 1998, Marcel Gauchet en vient à caractériser l'individu contemporain par « ce qu'il aurait en propre d'être le premier individu à vivre en ignorant qu'il vit en société² ». Il peut désormais oublier son inscription sociale et se replier sur lui-même « dans la solitude de son propre cœur » pour reprendre une expression de Tocqueville, comme s'il était auto-suffisant. Le psychologique devient ainsi le pré carré dans lequel l'homme contemporain, ou en tout cas un certain profil d'hommes et de femmes contemporains, joue l'essentiel de son destin.

Peut-être est-il possible aujourd'hui d'aller plus loin dans cette voie pour en dégager une dernière implication (dernière à ce jour). Nous sommes de plus en plus, nous dit-on, dans « une société des individus », et c'est largement vrai : l'individu est de plus en plus dé-collectivisé, désencastré de ses appartenances collectives qui constituaient pour lui à la fois des contraintes et des protections. Mais ce que l'on appelle le néolibéralisme entérine ce constat et en fait le principe de base de sa politique. Si l'individu devient ainsi le véritable foyer de la vie sociale, il doit se conduire par lui-même comme un être responsable, entreprenant, prendre en charge son destin dans un monde social de plus en plus concurrentiel et compétitif. À la limite, c'est à l'individu de se faire l'entrepreneur de lui-même.

Il en résulte que la gouvernance de cette société devrait consister dans le renforcement de l'individu, dans l'accroissement de ses capacités pour qu'il soit apte à affronter la dure loi du nouveau régime du capitalisme dominé par la concurrence, et le faire à partir de la maximisation de son propre potentiel, ou capital humain. Sur ces bases s'opère une recomposition des politiques sociales et des interventions de l'État social (« l'État social actif ») dans le sens de l'*activation de l'individu*. La gouvernance politique se donne pour objet de travailler sur l'individu, ce qui veut dire aussi le faire travailler sur lui-même, pour le rendre responsable de sa trajectoire sociale et en fin de compte se faire l'entrepreneur de sa vie et de lui-même.

Or cette modalité de l'investissement de l'individu est apparue d'abord d'une manière marginale dans les secteurs périphériques que j'ai décrits dans *La Gestion des risques*. Elle s'est ensuite affirmée et généralisée au fur et à mesure que la maîtrise des

2. M. Gauchet, « Essai de psychologie contemporaine. Un nouvel âge de la personnalité », *Le Débat*, n° 99, mars-avril 1998.

déterminations sociales échappait de plus en plus aux acteurs sociaux. Dans le vide ouvert par ce reflux (qui renvoie à l'hégémonie croissante du capitalisme mondialisé) on serait tenté de dire que, comme dans les expériences des années soixante-dix, ce surinvestissement du psychologique fait fonction de social, que c'est le social d'un monde sans social (a-sociale-sociabilité). Mais c'est en même temps aujourd'hui beaucoup plus, car cette apparente autonomisation du psychologique s'est inscrite dans le plan de gouvernementalité néolibéral. Celui-ci pose l'injonction d'être un individu parce que c'est l'individu qui doit être l'opérateur social central pour jouer le jeu de la concurrence dans une économie performante. C'était déjà la conception de l'individu élaborée par la culture psychologique qui faisait de l'intensification du potentiel personnel et relationnel de l'individu l'objet de toutes ses attentions. C'est peut-être une ruse de l'histoire que cette posture dans un premier temps marginale apparaisse maintenant comme un modèle de bonne gouvernance de la société contemporaine.

À partir de la situation des années soixante-dix il serait ainsi dégagé deux lignes de développement des stratégies de gestion de l'individu très différentes, en apparence opposées, mais qui pourraient s'avérer complémentaires. La constitution de populations à risques déconstruit complètement l'individu dans le cadre d'une planification administrative programmée à distance. Au contraire, les stratégies d'intensification des potentialités de l'individu s'attachent à travailler sur l'individu lui-même et à maximiser ses capacités. On ne saurait donc les assimiler, ni même, semble-t-il, les comparer. Cependant ces approches se caractérisent par le même pragmatisme, le même souci d'efficacité, et la même volonté d'instrumentalisation, tantôt pour conjuguer les menaces que portent certains individus ou groupes d'individus, tantôt pour maximiser leur rentabilité. Elles pourraient ainsi constituer deux pôles complémentaires d'une même politique, l'un imposant un contrôle centralisé et bureaucratique des populations susceptibles de poser problème, l'autre intervenant au plus près des individus pour les adapter à un système d'exigences qui, lui aussi, plane bien au-dessus de la tête des individus concrets.

4 janvier 2011